

BGE 33 I 677

Bundesgericht (BGE), 1907-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_33_I_677

FR: ATF 33 I 677

IT: DTF 33 I 677

Volltext

676 C Entscheidungen der Schuldbetreiblilll"" fud}ung aU itbcnntUefn, ob oer
~:ktreibung~beQillte unI,) fein ~teU~ uertreter - bie beiben IJMurrenten - fief) ber
Udunbenfci{fd}ung unb beß IDCifibrauef)e~ beß ~lltßeibeß fct;ulbig gemad)t ~iitten, fte~t
bie IHnroenbung \.)on iBunbeßred}t über~au:pt nid)t me~r - roa~renb \.lor~er ~infid}ttid)
beß IHrt. 14 - in U:rage, fonbem nur bie~ jenige fantonQ(en IRed)teß, bn eß fid) ~ier um
bie \.)om @ct;.R:@ gana unoerü~rt geraffene ftrafred}tfid)e ~erantwortef)feit ber ~e"
tretungßorgane unb i~re :proaeffuaHfd)e @eltenbmad)ung ~illtlltelt; - edannt: IHuf ben
IRefur~ wirb nid)t eingetreten. 107. ~utfd)riC> :U~ut 17. ~!ptl!m6cr 1907 in @ad}en
~tlß'ml!t!l!ltf ctt§iifC>!t. Art. 61 8schKG, Rechtsstillstand. Stellung des Bundesgerichts. I.
'Die ~~efrilu be~ !}tefurrenten~aUmet' fteUte bei ber IHufftd)tß:: 6e~örbe tlon iBafelft\tbt
baß !Bege~ren, i~rem ~~em(mne einen IRed)tßftiUftanb tlon IDConatßbauer ölt
6eroiUigen, \uetf er fd)roer hanf fei. @emäfi IHn trag beß iBetrei6ltng6amteß roteß oie
IHuf~ pd)tßbe~örbe biefef) iBege~ren mit ~ntfef)eib tlon 9. IHuguft 1907 ao, \.lon bet
~rwäglng aUß, baa [aut einer oei bel' :tlrtretion beß. !Bürllerf:pita(ß eingeaogenen
~rfunbigung bel' @d)ulbner im ftanbe fei, :tlrttte üoet feine mermögenßtler9äUniffe 3U
unterrid}ten, ,dfo l'tucQ im ftanbe, jemanben mit feiner mertretung in !Betreibung6:O
fad}en au 6et)oUmäd}tigen, 10 baÜ fein @runb 3ur iBcluiligung einei3
IRecQt6ftiUftanbe6 nnd) IHrt. 61 I0d}Jt@ \.lorliege. II. :tltefen @ntfd)eib ~at nunmc9r ber
mnter beß iBetriebenen, ,3'. 3. iBaUmer~ ,3'unbt, red}t3eiti9 nn baß iBunbeßgerief)t
roeiter~ geaogen. @r legt aroei, roie er angibt, fd)on ber morinfnl13 ein" gereid}te,
ärratid)e ,Beugniff e \.lor, beren eine~ befd)einigt, bel' Sd)ulbner ,ei "nod} abfo{ut nroeitß~
unb ~anb(ungßllltfä9ig, foroie tler9inbert, einer @erid}tßtler~llnblung 6ei3uwoqnen", baß
anbere, bel' @d)ulbner fci "nod} nid)t \.leme~mungßfii~igl/. und Konkurskammer. N° 108.
:tlie ScQulb6etreifmng6" unb Jtonfurßfammer 3ie~t in @rroiigung: 677 inilcQ 9Irt. 61
~d}Jt@ "fannl/ einem fd)roerfranfen (Sct;u(bner iRed)t6ftutftcmb bcmiUigt roerben. :tler
fd)\I.)et. franfe ~d)uflmer l)at allo nicQt id}(ed)t~in IHnf:prud) auf IRed)tßitiUftQnb,
fonbern nur r \nenn fief) nie iBewilligung beßfel6en aud} im übrigen reefftfertigt unb in
S)infid)t auf bie ganae ~ad)(age ein IRecQt~ftiUftanb af~ bimg erfd)eint. ~ei ber
S.mitrbigung Mefer ~erl)ä(tniffe ~nnbeU e6 pd} um eine Illngemeffen9citßfrage. :tleßl)aI&
oeld}ränft fief) bie ~röfung beß iBunbeßgerief)tß barauf, 00 fitr bie ~eroi((igullg ober
?8erwerfung beß tlerlangten iRed)tßftiUftanbe6 @rimbe al6 aUß" fd}(aggfbenb angejegen
worben ~ni), bie nad) IIDefen unb 3wect beß IHrt. 61 I0d}Jt@ aiß uncl)c6lid) nid)t in
~etrad)t faUen fönnen, ober 0& umgefe~rt erl)ebHd)e IJRomente al~ uner~c6lid; beifeite
geraffelt rourben (tlergl. IH~ ~ep. ~ IHußg. 9 ~(r. 30*) . . ~o{d}cß lnat fid) noer 91cr nieft
fagen, \)enn bie moriuftall3 an" nimmt, bau bcr 6etrieBene ~ct;ulblller im ftanbe fei,
jemanben mit fetner mertretng an oc)\oUmäd}tigen. :tlclllmtct; ~at bie
~d}u(boetrei6ung~~ nnb Jtonrurßfammer erfann t: ver IReturß roirb aogeroiefen. 108. Arrit
du 17 septembre 1907, dans la cause Fa.loonnier. Revendication d'un earnet d'epargne dans

une faillite. Art. 242 LP. A. - Le recourant, en sa qualité d'héritier de Henri-Louis-Benjamin Falconnier, était en possession du livret N° 597 de la Caisse d'épargne et de prévoyance d'Yverdon, au nom de Catherine dite Caton Falconnier née Menetrey, épouse prédécédée de Henri-Louis-Benjamin Falconnier. - Cependant ce carnet portait une mention de la Justice de paix d'Yverdon, aux termes de laquelle il était devenu la. * Ges.-Ausg. 32 I N° 62, S. 414. (Anm. d. Red. f. Publi.) 678 C. Entscheidungen der Schuldbeitrungs- propriete non des heritiers de Henri-Louis-Benjamin Falconnier, mais des heritiers de Catherine Falconnier née Menetrey. B. - En 1900, les heritiers Menetrey demanderent, à titre de mesure provisionnelle, la remise en leurs mains du carnet d'épargne ci-dessus. - Falconnier fit opposition à cette demande, tout en offrant le dépôt du carnet en main d'un tiers, jusqu'à droit connu sur le fond du litige. - Dans son prononcé sur mesures provisionnelles du 22/23 août 1900, le Président du Tribunal de Morges écartera les conclusions des heritiers Menetrey et décida que le carnet serait mis sous sequestre jusqu'à droit connu et déposé dans ce but en main du greffier du Tribunal de Morges, lequel le verserait à toute réquisition au dossier de la cause. C. - Le carnet se trouvait encore en main du greffier du Tribunal de Morges, lorsque le 30 mars 1907, Marie Menetrey, veuve et Mritiere de l'un des heritiers de Catherine Falconnier née Menetrey, tomba en faillite. La-dessus, l'office des faillites de Morges, auquel l'administration de la faillite paraît avoir été confiée, obtint du greffier du Tribunal de Morges la remise du carnet. - Il inventoria la part qu'il estimait revenir au failli et assigna à Charles Falconnier un délai de 10 jours dans le sens de l'article 242 LP. D. - C'est contre cette manière de procéder que Falconnier a recouru aux autorités cantonales de surveillance, puis, son recours ayant été écarté par les deux instances, à la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral. - Le carnet litigieux ayant été entre temps restitué au greffier du Tribunal de Morges, le recours ne porte plus qu'à sur l'assignation d'un délai dans le sens de l'article 242 LP. Statuant sur ces faits et considérant en droit: 1. - L'on pourrait tout d'abord se demander si c'est à bon droit que l'office des faillites de Morges, ainsi que les autorités cantonales de surveillance, ont estimé que l'article 242 LP était aussi applicable à une contestation concernant le droit à un carnet d'épargne. - En effet, les carnets d'épargne ne sont, en général, que de simples documents lind Konkurskammer. N° 8. 679 constatant les versements et retraits effectués et permettant par là de calculer le montant de l'actif du titulaire. En tous cas ce ne sont jamais des titres au porteur permettant de transmettre par la simple remise du titre, la créance qu'ils représentent. Quoique la Caisse d'épargne ait le droit de payer tout porteur, elle n'en a cependant pas l'obligation. En cas de contestation au sujet de ce qui est appelé vulgairement la propriété du carnet, il s'agit donc bien plutôt d'une contestation au sujet d'une créance. Or, il ne va nullement de soi que l'article 242 LP, lequel traite des «objets revendiqués par des tiers» soit, comme les articles 106-109 LP, applicable par analogie à des créances. 2. - Mais en admettant même que l'article 242 soit applicable en matière de créance, il ne saurait être question d'appliquer en l'espèce actuelle. Dès l'instant où l'on pose, à propos d'une créance, la question de possession ou de détention, il est évident qu'on ne peut considérer comme possesseur de la créance que la personne qui dispose des moyens de la faire rentrer (voir arrêt du Tribunal fédéral du 28 février 1905, en la cause Humbert-Droz). Lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'une créance constatée par un carnet d'épargne, l'on ne peut considérer comme disposant des moyens de faire rentrer la créance, une personne qui ne possède pas même le carnet. Or, pour ce qui concerne les heritiers Menetrey et en particulier celui d'entre eux qui est tombé en faillite, il est établi qu'au moment de l'ouverture de la faillite le carnet litigieux ne se trouvait nullement en la

possession ou detention du failli ou de ses coheritiers, mais en celle du greffier du Tribunal de Morges en sa qualite de consignataire. Ce dernier etant tenu, aux termes de l'ordonnance du 22/23 aout 1900, de « verser le carnet a toute requi- sition au dossier de la cause », le failli aussi bien que les autres heritiers Menetrey, n'avaient ainsi aucun pouvoir sur ledit carnet. - L'on ne voit pas en vertu de quelle disposi- tion il en serait autremellt de l'office des faillites, lequel ne represente que les Cfi-anciers du failli et ne peut des 101's avoir plus de droits que ce dernier n'en avait lui-meme au AS 33 [- 1907 44 680 C. Entscheidungen der Schuldbetreibungs- moment de l'ouverture de la faillite. - Aussi est-ce a tort que l' Antorite cantonale de surveillance a admis que « par le fait de l'ouverture de la faillite, l'administration a la posses- sion de tous les biens du failli, dont elle doit prendre l'inven- taire. ' > - Sans doute, l'administration de la faillite a le devoir d'essayer de se faire remettre tous les objets qu'elle estime appartenir au failli (a moins toutefois qu'il ne s'agisse, comme dans l'espece, d'un objet mis sous sequestre); mais lorsqu'en ce faisant elle se heurte a la resistance d'un tiers qui a pour lui le fait de la possession, elle n'a pas d'autre moyen pour arriver a ses fins que d'intenter a ce tiers un proces, exactement comme le failli lui-meme eilt ete obligé de le faire, s'i! avait voulu se mettre en possession. - Voir les commentaires de W eber-Brüstlein-Reichel, article 242, note 6, et de Jaeger, article 242, note 3, ainsi que les arrêts qui y sont cites. 3. - L'application de l'article 242 n'etant ainsi, en l'es- pace, justifiée a aucun point de vue, il s'ensuit que la deci- si on par laquelle tm delai dans le sens de cet article a ete assigne au recourant doit etre annulee. Par ces motifs, La Chambre des Poursuites et des Faillites prononce: Le recours est admis en ce sens que la decision de l'office des faillites de Morges par laquelle un delai de 10 jours a ete assigne au recourant pour intenter action est annulee. und Konkurskammer. No 109. 109. ~td(4)elb u.m 25. ~vfem6n 1901 in ~ad)en , \$fttb f ~itt4). 681 Art. 43 SchKG. Betreibung tür « im öffentlichen Rechte begründete Lei- stungen.» - (Fol'd{frungen eines städtischen Gemeinwesens tür Keh- rtchtab{lthl' und tür Reinigung von privat{fn Abwassersammlern.) I. ~ie Stabt ,8ürid) 1)at gegen S)eimid) a 1130rta bie metrei on 397 ,&r. 75 ~t~" ~a):e für stc9rid)ta'Ofu1)r, ange1)ooen unb gegen Dr. ~te)\lan a 1130rta 'oie metrei'bung inr. 517 für 3mei me träge, einen Mn 10 1Jr. für 9Ceinigung I>on ~ril>aten ~{bmCtHerfammlern unb einen meHeren \.lon 41 ~r. 25 (H~, 'ocr nid)t tm1)r im Streite liegt. ~uf er- fo(gte~ ~ortfe~ungi3oege9ren n(1)m 'oai3 metreibungi3amt C,8ürid) V) bei ben metrie'Oenen, bie 'Od'oe im S)anbel!:lregiftcr eingetragen finb, geftü~t auf ~rt. 43 Sd)5t@ 'oie \Bfiinbung I>or. S)ierü6er 'Oe~ id)\l;erle fid) 'oie ot'l teioenbe @!äu'Oigerin, inbem fie geItenb mad)te, ei3 ~an'o{e fid) um \)ri)\atred)tHu)c ~or'oerungen unb c~ 1)a'Oe bei3, 9a16 bie Sfonfuri3oetreiOung ~nmenbung au flnben. :r:ie erfte ,3n, ftan3 D)iej3 'oie mefd)merbe gut, 'oie 3\l;eite bagegen \)ie~ fie au! iltefuri3 bel' 'Oetrie'Oenen ~u)ulbner mit (futfd)eib Mm 2. ,3ufi 190'(a(', auf beffen ~rmiigungen, fo ll.lcit erforberlid), im nad)foIgcnoen eingetreten mirb. 11. :nIelen ~ntfd)eib 1)at 'oie ~tabt ,8ürid) , unter ~rneuerung i9m mefd)merbe, rcd)taeitig an ba;3 munbei3gerid)t meiterge30gen. \Die Sd)ulb6etreiOung.6! unb Sfonhtri3fammer aiel)t in ~r\l;)itgun g: ,8u :prüfen ifr, 0'0 bie beiben ~orberungen bel' 1Hefunenti~1 Otabt ,8itrid) , beren eine fte für .R'el)rid)ta'Ofu1)r, beren anbere f~11: ;)(einigullg \.l011 :pri\..laten ~o\uafferfamm{ern geHenb mau)t, ~t1n. öffentHu)en 1Hed)te oegrünbete .2eiftungen" nad) ~rt. 43 ~d)jt® feien. S)teroet tann 3unnd)ft, roie bte lReclImnttn mit ~ed)t ~:1" bringt, nid)t a{~ au~fd)laggebenbe~ 1JR0ment geHen, b(l.}3 e~ Jtd,1 ()1er um SSorfel)ten l)aubelt, \uelu)e bie \Bd)\aten nur I>on ~en nitbtfd)en mcl)orbeu, nid)t aud) \.lon :ltritten, \)~orneI)men ,(aHen rönnen unb bürfen. ~u~ einer fold)en iJ),onovol1teUung faftlfd)er ober aud) reu)tHd)er ~rrt folgt nid)t ol)ne 11.lcitetcß, baß bel'

~(n'

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.